

Comment la crise en Allemagne contamine toute l'Europe

Anne de Guigné

DÉCRYPTAGE - L'industrie française, sous-traitante des groupes allemands, souffre particulièrement. Mais le poids de la première économie de l'UE et l'intensité de ses échanges commerciaux sont tels que son ralentissement affecte tout le continent.

Quand il a appris la contribution nette de l'Allemagne au budget européen (environ 17 milliards d'euros en 2023), [Elon Musk, toujours en veine pour analyser les soubresauts de la vie politique mondiale](#), a lancé un grand « wow » sur son réseau social X. Dans le fond, on comprend son étonnement. Après trois quarts de siècle, la construction européenne, tout comme l'économie du Vieux Continent, repose plus que jamais sur les épaules allemandes. Plus d'un quart du produit intérieur brut (PIB) de la zone euro et près d'un tiers de la production industrielle sont générés en Allemagne.

Dans ces conditions, un [ralentissement outre-Rhin](#) vient inévitablement peu à peu freiner l'activité économique sur tout le continent. C'est ce qui se passe en ce moment, la crise se propageant par la courroie du commerce entre pays. Et d'autant plus fort que l'Allemagne est le premier partenaire de pas moins de douze pays, dont la France et l'Italie. *«La croissance a disparu en Allemagne : le PIB du troisième trimestre 2024 est au même niveau que cinq ans plus tôt, analyse Charles-Henri Colombier, directeur du pôle conjoncture de Rexecode .Dans la période, l'investissement a même baissé. Or l'investissement a un impact plus marqué sur le commerce extérieur que sur la consommation des ménages, ce qui explique que les exportations vers l'Allemagne aient particulièrement souffert. »*

» LIRE AUSSI - [La crise en Allemagne, «un défi de la même ampleur que la Réunification»](#)

[Cette dépression – nourrie par le triptyque : faible compétitivité de l'industrie, coût élevé de l'énergie et dépendance à la Chine](#) - promet malheureusement de durer. *«Les difficultés allemandes s'expliquent à mon sens d'abord par la crise industrielle qui touche toute l'Europe. Ce ralentissement est accentué outre-Rhin en raison de spécificités budgétaires - moindre soutien à l'économie - et énergétiques. Depuis juin 2021, les prix de production de l'énergie ont augmenté de 7 % aux États-Unis, 27% en France et 52 % en Allemagne »,* précise Stéphane Colliac, économiste chez BNP Paribas.

Premiers fournisseurs et premiers clients

Sur 2024, l'activité allemande devrait ainsi s'être repliée de 0,2 %, et la suite ne s'annonce guère plus glorieuse. Mi-décembre, la Bundesbank a fortement abaissé ses prévisions de croissance pour les années 2025 et 2026. L'institution prévoit une très modeste hausse de 0,2

% du PIB pour cette année, contre 1,1 % dans ses précédentes estimations, en juin. Pour 2026, elle table sur une croissance de 0,8 %, contre 1,4 %.

La France n'a aucune raison de se réjouir de ces déboires, comme ce put être le cas en 2022 [lorsque la nouvelle attractivité hexagonale semblait trouver ses racines](#) dans un supposé désamour des investisseurs envers l'Allemagne. Il n'y a en réalité aucun effet de vase communicant entre les deux économies pour une raison très simple : les entreprises allemandes sont les premières fournisseuses et surtout les premières clientes de leurs voisines hexagonales. Ces dernières ont vendu, au total, l'année dernière, pour 82 milliards d'euros de biens outre-Rhin. *«40% des exportations françaises vers l'Allemagne sont des intrants industriels, précise même Stéphane Colliac. Le ralentissement allemand se transmet alors à la France par ces multiples sous-traitants dans l'automobile, la chimie, le plastique, le caoutchouc, l'électronique... »*

«Pour l'industrie française, c'est bien sûr très difficile », confirme [Alexandre Saubot, président de France Industrie](#). On voit bien que ce qui reste d'industrie dans le pays est souvent des sous-traitants ou des filiales allemandes.» Cette année, Bosch a ainsi annoncé en mai la fermeture de son usine de Marignier (Haute-Savoie) puis celle de Mondeville (Calvados). Des centaines de salariés sont concernés. Lorsqu'il était à Bercy, Bruno Le Maire avançait qu'un point de PIB en moins outre-Rhin coûtait 0,2 point de croissance à la France. Le chiffre correspond à la fourchette haute des évaluations des économistes. La Banque de France mise sur une croissance, atone, de 0,9 % en 2025. Seul motif de réjouissance dans ce marasme : *« Comme la France s'est désindustrialisée, la dépendance aux exportations vers l'Allemagne est nettement moindre que pour des pays comme l'Autriche ou les Pays-Bas »*, note Charles-Henri Colombier.

L'exception espagnole

Les difficultés de l'industrie se transmettent ensuite à la demande intérieure. La Commission européenne dans ses dernières projections d'automne notait ainsi que la consommation des ménages avait progressé *« modestement au premier semestre 2024 (+0,3% dans la zone euro) et même décliné en Allemagne (-0,1 %), aux Pays-Bas (-0,6%), en Autriche et dans les pays du Nord qui se caractérisent par un niveau d'endettement privé élevé »*.

Certains pays résistent un peu mieux. Ainsi les États de l'Est, qui avaient bénéficié du formidable dynamisme allemand *«ne sont pas emportés dans la chute de leur donneur d'ordres*, avance Alexandre Mirlicourtois, directeur de la conjoncture de Xerfi . *Cette résistance est due d'abord au fait que de plus en plus d'industries allemandes délocalisent leur production sur ces territoires. Ensuite, certains de ces pays, comme la Pologne, bâtissent peu à peu une dynamique autonome sur la base d'avantages qui leur sont propres, notamment dans les batteries, l'électroménager ou les semi-conducteurs. »* Plusieurs années seront toutefois nécessaires pour effacer le choc de la crise automobile compte tenu de la dépendance de ces États à Berlin. Ainsi, 29 % du commerce de la République tchèque est entrepris avec des entreprises allemandes, 27 % de celui de la Pologne, 24 % pour la Hongrie...

Au sud, l' [Espagne et le Portugal tirent leur épingle du jeu pour différentes raisons](#). Ces deux pays, qui affichent respectivement des prévisions de croissance de 3,1 % et 2,1 %, ont des liens commerciaux plus ténus avec l'Allemagne. Ils bénéficient aussi de coûts énergétiques compétitifs. *«Je ne dirais pas que l'Espagne profite directement de la faiblesse de*

l'Allemagne, mais plutôt que la bonne performance de l'Espagne vient de sa structure économique, avance Angel Talavera, chef économiste zone euro du cabinet Oxford Economics. À savoir une plus forte prédominance des secteurs de services, et en particulier, du tourisme. Le soleil comme antidote à la crise...

Voir aussi :

[Allemagne: pour gouverner à l'Est, la CDU choisit l'extrême gauche plutôt que l'AfD](#)

[«Voici six ans que nous n'avons quasiment connu aucune croissance»: l'Allemagne encore en récession en 2024](#)

[L'Allemagne traverse-t-elle vraiment «l'une de ses pires crises économiques de l'après-guerre» ?](#)

[Cet article est paru dans Le Figaro \(site web\)](#)